

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°40 - octobre 2009

SOMMAIRE

Liberté d'information et d'expression. page 2

Répression des pétitionnaires. page 2

Démocratie et libertés. pages 3&4

L'encadrement de la fête nationale (1er octobre). page 4

Appareil judiciaire. La profession d'avocat. page 4

Conflits du travail. Condition ouvrière. page 5

Protestations. Mouvements de masse. page 5

Jeux Olympiques 2008. page 6

Minorités ethniques. pages 6&7

Xinjiang

Question Tibétaine

Hongkong. Macao page 7

Informations diverses. page 7

Bibliographie. page 8

Sources d'information. page 8

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Une ligue chinoise des droits de l'homme.

En janvier 1933, le brillant essayiste Lu Xun fondait avec Song Qiling, épouse du fondateur de la République Sun Yat Sen, avec le président de l'Université de Beijing Cai Yuanpei et le secrétaire général de l'Académie des Sciences Yang Quan, la Ligue pour la Défense des droits civiques.

Ses objectifs : lutter contre les arrestations illégales, contre les détentions sans recours, les tortures et les exécutions ainsi que pour la libération de tous les prisonniers politiques, notamment les ignorés et ceux qui ne disposaient d'aucun soutien. Elle demandait aussi la liberté de parole, de presse et d'organisation. Il était dangereux d'être ligueur : Yang Quan fut assassiné quelques semaines plus tard. Quant à Lu Xun, il mourut de fatigue et de tuberculose, il y a juste soixante-treize ans, le 19 octobre 1936. Les activités de la Ligue se sont noyées dans les violences des guerres civiles et de la guerre contre le Japon.

Les objectifs de l'organisation ont gardé, hélas, toute leur actualité. Lu Xun, qui regrettait que son pays ne compte pas assez de têtes brûlées et qui dénonçait la morale de l'obéissance et le fardeau du confucianisme, est encore officiellement un grand écrivain. Mais il gêne par la brutalité de ses dénonciations et par son rejet des hypocrisies et des doubles langages. Donc on l'escamote.

Sous le prétexte d'une écriture difficile, on le sort des manuels scolaires. Il soulèverait des questions qui ne sont plus d'aujourd'hui. Il cherchait à éveiller les consciences alors que tout discours officiel doit comporter l'éloge de la politique de «réforme et ouverture» de Deng Xiaoping. Il soutenait les luttes étudiantes mais peut-on en parler juste vingt ans après la tuerie de Tiananmen ? Il ne supportait pas le vieux Confucius et se moquait de lui comme professeur de servilité alors que les autorités d'aujourd'hui célèbrent ses anniversaires dans la stricte observance des rites de l'époque (VIe siècle avant J.-C.). Le 4 mai 1919 qui marque la prise de conscience par les intellectuels des nécessités de la modernité et de la démocratie, les étudiants avaient défilé en conspuant le confucianisme. Mais aujourd'hui, le gouvernement assoit l'expansion de la culture chinoise sur la multiplication des Instituts Confucius à travers le monde (plus de deux cent cinquante en cinq ans).

Ceux qui dans des temps plus récents ont tenté en Chine de parler ouvertement des droits de l'homme - au temps du Mur de la Démocratie - 1978-79 - ou sur la place Tiananmen dix ans plus tard - ont eu droit à des coups de feu, à des incarcérations ou, au mieux, à des expulsions hors du territoire. Nombre de pays, y compris des dictatures, acceptent au moins formellement qu'il y ait chez eux une Ligue des Droits de l'homme. En Chine, c'est impossible.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Liberté d'information et d'expression.

18 oct

Soixante-dix mille taxis de Beijing seraient équipés de micro-moniteurs susceptibles de retransmettre les conversations des passagers, aux dires de chauffeurs de taxis et de personnes du monde de l'industrie, rapportés par la presse du Falungong. Les installations auraient commencé pendant les Jeux Olympiques de 2008. L'équipement, déclenchable à distance à l'insu du chauffeur de taxi, serait couplé à un système de localisation (G.P.S.). (*La Grande époque, 18 octobre*)

12 oct

Le magazine financier Caijing (de Beijing) a perdu – par démission - les deux tiers de son effectif rédactionnel dont son directeur général et huit des neuf directeurs. La publication a assis sa réputation sur sa liberté de ton et sur la qualité de ses enquêtes. Cette indépendance serait à l'origine d'un différend entre les rédacteurs et le parrainage privé (Stock Exchange Executive Council) au sujet de la politique éditoriale. (*China Daily, 16 octobre ; Wikipedia*)

4 oct

Arrestation sur la place Tiananmen de la Chinoise Shan Chun, ancien médecin de l'armée. On est sans nouvelles d'elle. Shan Chun refusait d'admettre son transfert vers la médecine civile et protestait contre le refus de tous les hôtels de lui louer une chambre lors de son séjour dans la capitale, bien qu'elle y soit inscrite comme résidente. (*C.R.D., 5 octobre*)

30 sept

1.300 journalistes et professeurs et étudiants de journalisme de Hongkong ont signé une pétition demandant au gouvernement chinois de défendre quatre collègues maltraités par la police. Quelques jours plus tôt, sept cents journalistes de l'ancienne colonie avaient manifesté contre les autorités du Xinjiang pour avoir frappé dans le cours du mois trois journalistes (Lam Chiho et deux caméramen) sous prétexte qu'ils incitaient aux émeutes sur lesquelles ils enquêtaient. En août, la journaliste de Hongkong Wong Kayu avait été détenue dans son hôtel du Sichuan, alors qu'elle se préparait à couvrir le procès d'un dissident. (*South China Morning Post, 30 septembre*)

28 sept

Des policiers en civil ont brutalement appréhendé un journaliste de l'agence Kyodo qui allait s'entretenir avec le militant des Droits de l'homme Liu Anjun. Le reporter a été détenu une heure dans un commissariat proche, avant d'être relâché. (*Apple Daily, 30 septembre*)

Répression des pétitionnaires

13 oct

La pétitionnaire du Jianxi Ouyang Jiehua a déposé plainte auprès du Ministère de la Sécurité au sujet des tortures et brimades subies au cours de sa détention dans un hôpital psychiatrique de Yichun. Elle aurait été torturée avec des aiguilles électriques à quatre reprises, jusqu'à ce qu'elle promette de ne plus pétitionner. (*C.R.D., 14 octobre*)

10 oct

Xu Wenjing, une pétitionnaire de l'agglomération de Futang, district de Wujin près de Changzhou (Jiangsu), arrêtée le 28 septembre à Beijing où elle était venue protester contre la destruction de sa maison, a été détenue douze jours à Changzhou dans un lieu inconnu. Depuis son retour forcée de Beijing, la police avait encapuchonné cette femme de 61 ans et ne lui laissait la tête libre que pour les repas. Xu Wenjing se plaint de ce que ses gardiens l'empêchaient de dormir. (*C.R.D., 14 octobre*)

10 oct

Remise en liberté, après une grève de la faim, du pétitionnaire Xu Jie de Hangzhou (Zhejiang). Il avait été arrêté à Beijing le 3 octobre et rapatrié de force au Zhejiang pour être envoyé dans une « classe d'études » - autrement dit en détention. Xu Jie avait protesté à plusieurs reprises contre la démolition de son habitation. Il était en résidence surveillée depuis août 2008, après avoir tenté de manifester à l'occasion des Jeux olympiques. (*C.R.D., 13 octobre*)

3 oct

La famille de la pétitionnaire Li Shulian, originaire du Shandong, a appris la mort de cette dernière. La police l'avait arrêtée le 3 septembre. Elle assure que Li Shulian s'est suicidée. Mais le corps de celle-ci était couvert d'hématomes, assure sa famille. Le 25 septembre, la pétitionnaire du Hebei Liu Fengqin, âgée de 66 ans, est morte dans un camp de travail forcé, officiellement d'une attaque cardiaque. (*Chin Human Rights Defenders, 4 octobre ; R.F.A.*)

... suite en page 3

24 sept

Le villageois pétitionnaire Yang Yunbiao est ramené de force dans sa ville de Zhuangtang, district de Xihu, près de Hangzhou (Zhejiang). Il était parti protester dans la capitale contre l'éviction de son logement. Son épouse n'a appris que le 12 octobre qu'il était détenu pour avoir endommagé l'appareil de production. Yang avait déjà passé dix-huit mois en prison pour avoir «gêné le travail des officiels» en résistant à la démolition de sa maison en 2007. (C.R.D., 12 octobre)

Démocraties et libertés

17 oct

Le militant Liu Anjun, connu pour son soutien aux victimes d'expulsions et aux pétitionnaires ainsi que pour sa dénonciation des prisons clandestines, est placé sous stricte surveillance policière. Cinq individus lui interdisent de quitter son domicile. Les raisons de cette surveillance ne lui ont point été communiquées. (C.R.D., 19 octobre)

17 oct

La police frontalière de Shenzhen refuse à l'écrivaine de Shanghai Xiao Qiao (alias Li Jianhong) d'entrer sur le territoire et lui conseille vivement de retourner en Suède, où elle réside. Xiao Qiao est membre du Pen Club indépendant de Chine. Elle était arrivée le 15 octobre à Hongkong. Ses livres ont été confisqués, dont l'un titré « Charte 08 ». (C.R.D., 17 octobre ; Chine Pen-club)

16 oct

Liu Xiaobo, l'écrivain initiateur de la Charte 2008 à qui beaucoup pensaient pour le prix Nobel de la paix, a rencontré ses avocats (Shang Baojun et Ding Xikui) au Centre de détention n°1 de Beijing. Les policiers ont assisté à l'entretien, le quatrième depuis l'incarcération de décembre 2008. (C.R.D., 17 octobre)

14 oct

La santé du militant et juriste Chen Guangcheng s'est fortement détériorée, affirme son épouse Yuan Weijing qui a pu lui parler au téléphone. Il a perdu quatre kilos le mois dernier. Lors de la dernière visite autorisée, en décembre 2008, Yuan Weijing avait déjà constaté un fort amaigrissement. Chen Guangcheng souffre de gastro-entérite depuis juillet 2008. Son épouse se trouve sous stricte surveillance policière et sous assignation à résidence ; elle a dû se séparer de son enfant pour qu'il puisse aller à l'école. (C.R.D., 14 octobre)

14 oct

Vraisemblablement sous la pression policière, le chef d'une église à domicile Chen Tianshi vient de se voir contraint de déménager de l'appartement où il s'était installé deux mois plus tôt dans le district Shunyi de la capitale. Il s'agit de son troisième déménagement cette année. Il survient alors que l'ancien participant du mouvement de 1989 venait d'être éloigné de Beijing en raison de la fête nationale. (C.R.D., 14 octobre)

13 oct

La justice a finalement décidé de prendre en compte la plainte de Deng Yonggu, un employé de Gaosheng, district de Pengxi, relevant de la ville de Suining (Sichuan). Son rapport publié en octobre 2008 mettant en évidence des détournements effectués par des officiels sur des fonds destinés aux victimes du tremblement de terre avait entraîné sa mise en détention immédiate pour «calomnie» jusqu'en juillet 2009. À sa libération, il avait fait appel de cette accusation et lancé une action en réparation que les autorités s'étaient refusé d'examiner. (C.R.D., 13 octobre)

2 oct

Dans un article paru sur le site internet du journal Ming Pao (Hongkong), Wang Dan, l'un des dirigeants du mouvement démocratique de 1989, demande au P.C. chinois de présenter des excuses pour n'avoir pas mis en œuvre de démocratie constitutionnelle dans les soixante dernières années. Autres griefs dont il demande la reconnaissance : la privation des Droits de l'homme pour l'ensemble de la population, les limites imposées à la liberté d'expression, les violations des droits et de la propriété foncière des paysans, les pertes en vies et en biens dans le cours des campagnes politiques, de la Révolution culturelle et du mouvement étudiant de Tiananmen. (Ming Pao, 2 octobre)

Le fondateur du Salon de la Démocratie à l'Université de Beijing fut arrêté par la police en juillet 1989 et condamné à quatre ans de prison en 1991. Libéré en 1993, il signa l'année suivante une lettre demandant la révision des procès liés à Tiananmen et une réparation financière pour les victimes. Arrêté en 1995, il fut condamné à onze ans de prison en 1996, libéré pour raison de santé et expulsé vers les États-Unis en avril 1998.

7 août

Un tribunal de Nanjing (Jiangsu) a condamné le militant démocrate Guo Quan à dix ans de prison pour «subversion du pouvoir d'État». Guo Quan avait passé huit mois en prison avant le procès pour avoir fondé le parti Xinmin en décembre 2007. Les autorités lui avaient retiré son poste de professeur associé à l'Université de Nanjing. (C.R.D., 16 octobre)

L'encadrement de la fête nationale (1er octobre)

(Les atteintes à la liberté de voyager, de manifester, de s'exprimer ont été très nombreuses cette année. Celles qui suivent ne sont qu'une petite fraction de l'ensemble.)

2 oct

Selon le chef de la police de Beijing, plus d'un million de volontaires ont patrouillé dans les rues de la capitale à l'occasion des fêtes du premier octobre, pour en assurer le bon déroulement. Ils secondaient cinquante mille officiers de police. Le nombre des volontaires dépasse largement l'effectif de 800.000 recrutés pour les Jeux olympiques. (Xinhua, 2 octobre)

1 oct

Sous la pression policière, plusieurs militants ont dû quitter la capitale à l'occasion de la fête nationale. Il en est ainsi de Liu Xia, épouse de Liu Xiaobo – l'initiateur de la Charte 2008 – partie pour le Jiangsu en compagnie de la militante Liu Di (dite « la souris inoxydable »). Zeng Jinyan, épouse de Hu Jia (désigné comme Liu Xiaobo pour un éventuel Prix Nobel de la Paix) est partie pour le Fujian.

Une des dirigeantes du groupe «les mères de Tiananmen», Zhang Xianglin, n'a pas voulu quitter la capitale. La police entoure sa maison depuis le 15 septembre et l'accompagne dès qu'elle sort de chez elle. (South China Morning Post, 1 octobre)

29 sept

Suite à deux agressions au couteau survenues dans la capitale, la vente des couteaux a été suspendue dans les grands magasins de Beijing pour la durée des fêtes. À partir du 25 septembre, le personnel du métro devait inspecter les paquets des passagers et confisquer tous les produits liquides. La police invite les habitants à rester chez eux et à se contenter de regarder la télévision ; trente mille personnes seulement sont autorisées à suivre les cérémonies ; l'accès à Tiananmen est bloqué ; le lâchage de pigeons est interdit ; l'aéroport est fermé pendant trois heures. (B.B.C., 30 septembre)

16 sept

Des étudiants de la capitale ont brûlé leur uniforme et refusé de participer dans l'été aux exercices préparatoires à la parade de la fête nationale. Les autorités auraient demandé que les étudiants impliqués soient sévèrement punis, que ceux qui avaient détruit leur uniforme soient exclus de l'Université et que les autres participants se voient retirer des points sur leur notation académique. (64tianwang, Chengdu)

Appareil judiciaire. Les avocats.

14 oct

Les procès d'Ouroumqi, qui ont abouti à douze condamnations à mort (voir ci-dessous rubrique Minorités ethniques, Xinjiang) se sont déroulés dans des conditions suspectes. Ils n'ont duré que quelques heures. Les accusés n'ont pas joui des droits auxquels tout prévenu a droit, en particulier le droit de choisir son avocat. (C.R.D., 16 octobre)

13 oct

Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valéro, regrette que la Chine ait refusé la présence de diplomates aux audiences, ce qu'avait demandé l'Union européenne. Il rappelle que cette dernière a rejeté les condamnations à mort en toute circonstance. (A.F.P., 13 octobre)

11 oct

Liu Shihui, un avocat et militant des droits de l'homme de Guangzhou (province du Guangdong), a été arrêté par la police parce qu'il portait un T-shirt avec l'inscription «la dictature d'un parti unique est une catastrophe». Sur le dos, une citation du temps de la guerre civile du futur chef d'État Liu Shaoqi : «Le parti communiste s'oppose au système du parti unique du Guomintang et n'instaurera pas la dictature d'un seul parti». Liu venait de perdre son droit d'exercer pour neuf mois, vraisemblablement en raison de sa participation à la défense du militant des droits civiques Guo Feixiong. (C.R.D., South China Morning Post, 11 octobre)

Conflits du travail. Conditions ouvrières.

18 oct

Sun Lijing, déléguée ouvrière d'une usine de Xi'an (Shaanxi), est détenue depuis le 24 août, date à laquelle elle a été appréhendée à Beijing par des inconnus alors qu'elle venait présenter les revendications des travailleurs de son entreprise. Personne, y compris les responsables de son centre de détention, n'a pu donner les raisons de cette arrestation. Sun Lijing a 63 ans. (C.R.D., 18 octobre)

12 oct

Le militant ouvrier Xiao Qingshan a été injurié et frappé par le président du tribunal de Ji'an, district de Qingyuan (province du Jiangxi). Il était venu assister un villageois qui cherchait réparation pour la mort de son fils et dont la requête était ignorée par la cour. Le chef du tribunal lui a fait une profonde blessure à la main gauche. (C.R.D., 12 octobre)

8 oct

Vingt-six mineurs sont morts dans une mine d'étain située dans l'agglomération de Lengshuijiang (Hunan), après la perte de contrôle de deux ascenseurs. Trente et un mineurs se trouvaient dans les deux cabines lorsque les freins ont lâché. (Xinhua, 8 mai)

3 oct

Une explosion d'acide sulfurique dans une usine d'électrolyse de Shenzhen (Guangdong) a fait trois morts et trois blessés, en raison d'une erreur de manipulation et d'absence de l'encadrement dans cette période de fête nationale. Une faute semblable de manipulation avait fait trois morts le 13 septembre dans une usine de Dongyang (Zhejiang) par empoisonnement au dinitrophenol ; les ouvriers n'avaient pas été avertis de la toxicité des produits qu'ils déplaçaient. Des enfants avaient été atteints dans le voisinage. (China Labour Bulletin, 5 octobre)

9 sept

Condamnation à dix-huit mois de prison de Ren Fengyu, un ouvrier à la retraite, pour avoir demandé, sur une affiche, la reconnaissance d'une organisation de défense des droits des ouvriers et l'élection de ses délégués dans la sidérurgie de Tonghua (Jilin). Le 24 juillet, un millier de manifestants opposés à la reprise de l'usine par le groupe Jianlong (le plus gros groupe privé sidérurgique) s'en étaient pris au futur manager et l'avaient frappé à mort. Les ouvriers s'étaient organisés non officiellement en 2005, dès la première prise de participation de Jianlong dans le capital de leur entreprise. (China Labour Bulletin, 21 octobre).

Protestations. Mouvements de masse.

7 oct

Des centaines de paysans résidant près de la municipalité de Jiyuan (Henan) – et en particulier dans le village de Shibin – manifestent depuis la fin septembre contre la pollution engendrée par une fonderie de plomb. Un millier d'enfants en auraient été victimes, selon des sources officielles. Les autorités locales auraient ordonné à l'hôpital de cesser ses analyses de sang.

Au mois d'août, une affaire semblable avait ému l'opinion. Dans le village Fengxiang du Shaanxi, les analyses avaient révélé des taux de plomb anormaux dans le sang de 851 enfants ; 174 d'entre eux avaient été hospitalisés. (Minsheng Guancha, 7 octobre ; Xinhua)

1 oct

Des milliers de paysans ont manifesté peu avant la fête nationale devant les bâtiments administratifs de Jiaoyang, district de Shanghan, agglomération de Longyan, dans la province du Fujian. Ils demandent le déplacement d'une fabrique de batteries électriques. 121 enfants auraient été empoisonnés au plomb. Quelques villageois pensent que l'hôpital local ne fournit pas les vrais résultats des tests d'intoxication. Les analyses de sang sont supprimées. (R.F.A., 8 octobre)

Jeux Olympiques de 2008.

18 oct

Yuan Weimin, ancien ministre des sports chinois, rapporte dans un livre dont fait état le Sunday Times britannique, que le futur président du Comité International Olympique – alors simple président du Comité européen - avait passé un accord avec lui. Jacques Rogge avait échangé lors d'un entretien secret en 2001 le vote des délégués chinois en faveur de son élection à la tête du C.I.O. contre la promesse d'attribuer les Jeux à Beijing. Promesse réalisée le 13 mai 2001 ; trois jours plus tard, J.Rogge était élu président du C.I.O.. Il vient, candidat unique, d'être réélu pour quatre ans le 9 octobre. (*Sunday Times, 18 octobre ; Aujourd'hui la Chine*)

Minorités ethniques.

XINJIANG

15 oct

Le tribunal populaire d'Ouroumqi a prononcé six condamnations à mort (dont trois avec sursis d'exécution de deux ans), suite à l'émeute du 5 juillet. Elle a aussi prononcé trois peines d'emprisonnement à vie. Les quatorze accusés devaient répondre de charges de meurtre, pillage, incendie volontaire et vandalisme. Le 12 octobre, le tribunal avait déjà condamné à mort six personnes et une autre à l'emprisonnement à vie. D'autres procès devraient suivre.

Le 5 juillet, des Ouïghours avaient attaqué les Chinois Han d'Ouroumqi, après répression par la police d'une manifestation de protestation contre la mort d'ouvriers ouïghours survenue à Shaoguan (Guangdong) au mois de juin. Les violences avaient fait 197 morts et 1.600 blessés, en majorité Han. On compte un millier de mises en détention, concernant surtout des Ouïghours. (*Xinhua, 15 octobre ; South China Morning Post*)

15 oct

Dans une lettre adressée à la Commission des Nations Unies pour les réfugiés, le Congrès mondial ouïghour attire l'attention sur le sort de six Ouïghours partis chercher refuge au Vietnam. Deux auraient disparu ; l'un serait détenu. La situation des trois autres, qui ne disposent d'aucun document, est précaire. Une extradition vers la Chine mettrait leur vie en jeu. (*Duna Uyghur Qurultiyi, 15 octobre*)

10 oct

Le tribunal de Shaoguan (province du Guangdong) a condamné à mort un Chinois d'ethnie Han impliqué dans l'assassinat d'ouvriers ouïghours dans cette ville, le 26 juin ; un autre Han est condamné à la prison à vie ; six autres ouvriers han ont reçu des peines de prison allant de six à huit ans ; trois Ouïghours, un emprisonnement de cinq à six ans. (*Xinhua, 10 octobre*)

7 oct

Dans une émission vidéo diffusée sur une radio islamiste, le dirigeant n°3 d'Al Qaïda, Abu Yahya, demande aux Ouïghours du Xinjiang de lancer la Jihad contre les oppresseurs chinois. Il accuse Beijing d'avoir coupé les liens du « Turkestan oriental » avec les autres nations musulmanes et de porter atteinte à l'identité islamique du Xinjiang. Au mois d'août, la branche Al Qaïda du Maghreb avait appelé à venger les militants ouïghours mis à mort à Ouroumqi, suite aux affrontements survenus en juillet. (*South China Morning Post, 8 octobre*)

1 oct

Arrestation de vingt-six jeunes Ouïghours qui voulaient manifester avec banderole dans les rues d'Ouroumqi à l'occasion de la fête nationale. Selon le Congrès mondial ouïghour, plus de cent personnes avaient été arrêtées la veille ; dix mille policiers patrouillaient dans la ville. (*Taiwan Central New Agency, 2 octobre*)

Plusieurs trains auraient été attaqués dans la région de Kuqa à majorité ouïghoure. (*Apple Daily, 5 octobre*)

Le gouvernement de Taïpei a refusé à la présidente du Congrès mondial ouïghour Rebiya Kadeer de visiter Taïwan, tant qu'elle n'aura pas démissionné de la tête de l'organisation. (*Taipei Times, 2 octobre*)

19 sept

La mort en prison de Tursun, arrêté pour participation aux incidents du 5 juillet, et la vue des blessures qui marquaient son cadavre ont provoqué une manifestation dans les rue de Langan, district de Huochen, dans la préfecture kazakh de l'Ili. La foule a affronté la police. Le district a imposé le couvre-feu, bloqué la fourniture d'électricité et envoyé des troupes. (R.F.A., 20 septembre)

QUESTION TIBETAINE

20 oct

Selon le Centre tibétain des droits de l'homme et de la démocratie (Dharamsala - Inde), quatre Tibétains auraient été exécutés pour leur implication dans l'émeute de l'année dernière. La presse chinoise n'a pas fait état de l'exécution. Les procès s'étaient déroulés à huis-clos. (Phayul, 22 octobre)

Hongkong - Macao

14 oct

Le discours politique annuel du chef de l'exécutif de Hongkong, Donald Tsang, s'est concentré sur les questions économiques et du patrimoine, sans rien mentionner qui concernât les perspectives constitutionnelles. Trois membres du conseil législatif appartenant à la Ligue sociale-démocrate ont déployé une banderole demandant le suffrage universel pour 2012. Ils ont été expulsés. Les législateurs progouvernementaux ont exigé des sanctions, estimant que leurs trois collègues ternissaient l'image du Conseil.

Les mises en place promises du suffrage universel sont reportées à 2017 pour l'exécutif de Hongkong et à 2020 pour le Conseil législatif. (R.T.H.K., 14 octobre)

12 oct

L'agence japonaise Kyodo affirme que les autorités de Hongkong ont livré aux autorités chinoises un des chefs du mouvement étudiant de 1989. Ce transfert remonterait au 30 septembre 2008. Zhou Yonglun était arrivé à Hongkong dans le dessein de rencontrer son père malade. Il disposait d'un faux passeport malais ; chacune de ses demandes de visites avait été rejetée jusqu'alors. Il aurait été torturé dans la prison de Hongkong. On ignore le lieu précis de sa détention au Sichuan. Il est à noter que le système judiciaire de Hongkong est en principe indépendant et qu'il n'existe aucun accord d'extradition ou de transfert vers la R.P.C.. (Kyodo, 12 octobre ; Radio T.V. Hongkong)

4 oct

Dans un entretien radiodiffusé, le chef du Parti civique Audrey Eu affirme que la Chine viole sa constitution en refusant la venue à Beijing des élus du Conseil législatif de Hongkong. Le Conseil en effet, organisme élu, fait partie de l'ensemble constitutionnel chinois, lequel accepte le principe dit « un pays, deux systèmes ». Le gouvernement a dit craindre que les élus de Hongkong se comportent mal et portent atteinte à la dignité du pays. Ainsi non seulement Beijing refuse le suffrage universel promis à l'ancienne colonie britannique mais encore il choisit d'écartier les rares élus librement choisis. (R.T.H.K. Radio 3, 4 octobre)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

13 oct

Arrestation de treize personnes qui auraient facilité ou organisé l'entrée illégale d'immigrants chinois. Le réseau aurait sa base en Chine ; selon l'administration, il fournissait et vendait de faux documents (passeports, attestation de résidence). Un autre réseau délivrait de faux permis de conduire. (A.F.P., 13 octobre)

6 oct

6 octobre. Arrestation du 10 juin au 31 août de soixante-douze personnes, impliquées dans quarante-huit affaires d'exportation illégale de main d'œuvre. Fin août, le nombre total des Chinois partis travailler à l'étranger atteignait à 4.870 milliers. L'effectif encore en place s'élevait à 766.000 | (Xinhua, 6 octobre)

BIBLIOGRAPHIE.

- **Nos enfants.** Une intéressante bande vidéo sur le tremblement de terre de 2008 au Sichuan, réalisée par la cinéaste et professeur d'Université Ai Xiaoming. Le document est en chinois mais ses images parlent. Il s'agit d'entretiens avec les parents dont les enfants sont morts dans leur école lors du séisme, accompagnés de commentaires.
Ai Xiaoming était venue à Paris en octobre 2008 lors du Shadows Festival avec trois films remarquables : l'un, sur les problèmes villageois (Taishicun) ; le deuxième sur les questions du Sida au Henan (The Epic of Central Plains) ; le troisième, sur le recours en justice d'une villageoise du Hebei suite à une contamination par le virus du sida à l'hôpital. La bande vidéo est accessible sur internet :
<http://www.youtube.com/watch?v=ABuzohqQBs4&feature=PlayList&p=6D03DD4EEEA1F7CB&index=0&playnext=1>
- **Le mouvement ouvrier en Chine (2007-2008).** CHINA LABOUR BULLETIN, JUILLET 2009, 57 pages (en anglais) dont en appendice un tableau détaillant cent manifestations ouvrières sur la période. Accessible sur le site : www.clb.org.hk/en/node/100013. Le texte fait suite au rapport publié en décembre 2007 pour les années 2005-2006

Rappel

Solidarité Chine et Ensemble contre la peine de mort obtiennent le 21 avril en justice la fermeture de l'exposition **OUR BODY, A CORPS OUVERT** à Paris. Le juge a estimé qu'il s'agissait là d'un affront à la dignité du corps humain. Les deux associations requéraient cette fermeture en demandant aux organisateurs de fournir les preuves que les corps avaient été présentés avec le consentement des intéressés, alors que tout porte à croire que les cadavres ont été obtenus par le biais d'une sorte de marché noir concernant au moins pour partie des condamnés à morts chinois.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».